



RESISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas !

Numéro 20 Novembre 2004

Le mot de la Présidente

Les jours qui viennent vont avoir un impact important sur l'avenir de notre pays. L'issue du référendum interne du Parti Socialiste sur le projet de traité constitutionnel ne sera pas sans conséquence sur le vote des Français surtout si comme nous l'espérons le non l'emporte. Bien sûr cela n'empêchera pas les partisans du oui de continuer à prêcher leurs convictions et on les verra probablement comme en 1992 à la même table que les représentants de la droite nous vanter les soi-disant avancées d'un traité qui, s'il était adopté rendrait bien problématique tout progrès social dans une Europe plus libérale que jamais. Du moins on peut espérer que cela les rendra moins arrogants, moins sûrs d'eux.

A l'inverse, si le oui l'emporte, nul doute que ses partisans chercheront à pousser leur avantage et à faire payer leur peur à ce qui ont osé défendre le non.

On peut être sûr que des voix relayées par certains médias plaideront pour que le Parti Socialiste abandonne définitivement toute référence au socialisme et se convertisse au blairisme à l'image de Strauss-Kahn et consorts. Lionel Jospin qui n'en finit pas d'effectuer son retour verra sans doute là l'occasion de trôner à nouveau parmi les siens et d'expliquer que tout compte fait la politique c'est bien agréable.

A droite, le sacre programmé de Sarkozy, qui a multiplié ces derniers temps les cadeaux au patronat, privatisé France Télécom et lancé la privatisation d'EDF/GDF, ne sera pas non plus sans conséquence sur l'avenir de la droite, surtout si Juppé est définitivement mis hors jeu par la justice. On peut craindre que le petit Nicolas cherche à copier avec ardeur son grand frère Bush et élimine ce qui reste de la droite républicaine, alors que ses représentants comme Villepin ou Debré peinent à s'affirmer. Nul doute que, dans ce contexte, Raffarin malgré les rumeurs régulières sur son remplacement, ait encore de beaux jours devant lui.

Pendant ce temps là, il est fort peu question des problèmes des Français, du chômage qui ne cesse d'augmenter, de la pauvreté qui grandit, du pouvoir d'achat qui baisse malgré les campagnes orchestrées par la grande distribution. Le gouvernement multiplie les avantages pour les plus riches mais ne trouve pas d'argent pour augmenter le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Il nous parle de cohésion sociale mais orchestre en même temps la démolition du droit du travail, l'augmentation de la précarité, la dilapidation du patrimoine de la France. Sous couvert de modernisation, il s'attaque aux principes républicains de l'école ...

Oui, décidément il faut espérer que la prise de conscience qui est en train de se faire jour dans une certaine partie de la gauche à l'occasion du débat sur le traité constitutionnel européen se prolongera bien au delà du référendum.

Marinette BACHE

SOLIDARITE INTERNATIONALE.

Par Emilie KERDUJAL

Malgré la guerre, les ouvriers s'organisent en Irak

Sous le régime de Saddam Hussein, les ouvriers n'avaient pas le droit de s'organiser ou de faire grève. Il y avait certes des syndicats, mais leurs leaders n'étaient que des collaborateurs loyaux du régime, et les travailleurs étaient souvent persécutés et parfois même dénoncés aux autorités baasistes par ces mêmes leaders. Tous les syndicats servaient le régime baasiste, et les ouvriers n'avaient aucun droit de protester. Cette situation a duré plus de 30 ans, et l'absence de relation des ouvriers irakiens avec le reste du monde a été très préjudiciable à leur lutte en Irak.

La guerre des USA contre l'Irak, suivie de l'occupation, a créé un chômage massif en Irak et détruit la société civile. Le futur ne semble guère plus prometteur, avec l'installation - contre la volonté de la majorité du peuple irakien - d'un gouvernement fantoche qui rassemble les chefs tribaux, les forces les plus à droite, la Mafia religieuse et les forces nationalistes et ethnocentriques. En outre, la montée multiforme de l'Islam politique a pour résultat un manque de sécurité grandissant et l'accroissement des activités terroristes, comprenant les prises d'otages, des décapitations, l'imposition du voile et la privation pour les femmes du travail et de l'éducation. Les lieux de travail ont été transformés en champs de bataille. En avril 2004, les ouvriers de deux usines de Nassirya ont toutefois refusé de donner suite au souhait du groupe terroriste de Moqtada Al-Sadr de transformer leurs usines en un lieu d'affrontement avec les forces US.

A Samara, les ouvriers sans emploi ont également défendu leurs droits qui étaient attaqués par les forces islamistes. L'occupation et l'islam politique ont tous deux engendré le chaos et l'incertitude en Irak. L'occupation donne aux islamistes un alibi pour continuer leur terrorisme en Irak sous le prétexte qu'ils combattent « l'ennemi de l'Islam » ou défendent la « terre des Arabes ». En réalité, cela n'a rien à voir avec ce que demande la population et son désir d'une réelle liberté et égalité. Aider et soutenir ces forces réactionnaires avec l'illusion que ce sont des forces de "résistance" aboutira seulement à promouvoir leur terreur et violence contre les masses en Irak - particulièrement contre les ouvriers et les femmes. En dépit du tout cela, la classe ouvrière s'est organisée et a protesté pour défendre ses droits.

Un Syndicat de chômeurs, l'Union des Chômeurs (UUI) a été créé car suite à la guerre et à l'occupation la majorité des travailleurs s'est retrouvée sans emploi. Il a organisé au moins 14 protestations majeures à Bagdad et dans d'autres villes ainsi que 45 jours de sit-in devant les bureaux de l'administration civile pour l'Irak du représentant américain Paul Bremer. Les dirigeants de l'union ont été arrêtés par les forces US à Bagdad pour avoir défendu les droits des ouvriers sans emploi.

La Fédération des Conseils Ouvriers et des Syndicats en Irak (FWCTUI), dont l'Union des Chômeurs est membre, a été fondée pour organiser les travailleurs dans les syndicats et les usines autour d'un programme très progressiste et laïque. Elle cherche à défendre les droits des ouvrières et des ouvriers au travail, le droit d'organiser des syndicats et de protester, de mettre fin à toute la discrimination contre les ouvrières, garantissant la pleine égalité entre les hommes et les femmes au travail.

Ces syndicats et conseils d'ouvriers tiendront une conférence le 25 novembre 2004 à Bassorah. On s'attend à ce que plus de 25 syndicats soient présents pour discuter de leurs problèmes et pour élire une direction. Le gouvernement intérimaire, par l'article 16 publié le 28 janvier 2004, a illégalement imposé au peuple d'Irak le fait que la fédération irakienne des syndicats (IFTU) soit la seule union légale et le représentant unique des travailleurs en Irak. Cela au détriment des droits des autres syndicats comme l'UUI et la FWCTUI qui ont pourtant été à la tête des protestations de beaucoup d'ouvriers. En fait, l'IFTU a été reconnue par le gouvernement intérimaire parce que cela servait mieux les plans des USA pour la privatisation de l'Irak.

C'est un moment crucial pour les ouvriers confrontés aux deux piliers du terrorisme que sont l'occupation US et l'Islam politique. Le soutien et la solidarité internationale de tous les organismes de travailleurs, des syndicats, des groupes de gauche et d'individus sont un besoin urgent pour les forces qui défendent l'humanisme, la laïcité et l'égalitarisme en Irak.

D'après un article de Houzan MAHMOUD - Représentante de l'Organisation pour la Liberté des Femmes en Irak, militante de l'UUI et de la FWCTUI.

PLACE AU DEBAT

Les dits et les non-dits du rapport THELOT : ou comment creuser les inégalités sociales.

Par Eric FERRAND et Christophe LEPAGE

Tribune parue dans *Regards* (novembre 2004)

Que restera-t-il du rapport Thelot ? D'abord le sentiment du renoncement. Après tout ce temps passé à sonder l'âme des français, le résultat décourage même ses plus fervents supporters.

Il manque une ambition, un projet mobilisateur, capable de redonner à l'école l'élan qui lui manque et dont elle a tant besoin pour demain. « Les Français ont souhaité, au cours du débat, que tous les établissements scolaires offrent les mêmes chances et les mêmes résultats ». C'est le rapport lui-même qui l'affirme !

Mais guidé par un mot d'ordre, à la baisse toute, le rapport Thelot invente pour toute réponse à cette attente forte d'égalité dans l'accès aux savoirs, « le socle de l'indispensable », soit le plus petit commun dénominateur appliqué à l'éducation.

Baisse des ambitions, baisse des exigences, puisque que l'école est à la peine ne gardons que l'essentiel – l'indispensable, et pour le reste laissons faire le ...marché par exemple. L'égalité devant le savoir était un mythe, il est vain de continuer à «entretenir le mythe ». Voilà en substance le discours des libéraux en matière d'éducation depuis plus de 20 ans et le rapport sur l'avenir de l'école s'inscrit d'abord dans cette continuité.

Les missions de l'école, comme les valeurs qui la fondent, sont très vite dénoncées comme des incantations, dont il convient de se prémunir afin de mieux « jouer la carte d'une acceptation tranquille de la singularité de l'école ». La formule laisse songeur. En fait, il s'agit « d'asseoir plus fermement l'école sur son fonctionnement ».

Et-là, tout est dit. Du fonctionnement oui, pour l'investissement... on verra plus tard. Et pourtant notre école a d'abord besoin d'investir sur son avenir, c'est à dire d'être capable de se projeter à 10 ou 20 ans, et ce autrement que dans le démantèlement programmé.

Car les conséquences de cette politique « malthusienne » sont lourdes. Et le rapport Thelot n'en dit évidemment pas un mot.

Quelques exemples symbolisent la logique profondément inégalitaire qui est à l'œuvre.

Nous avons une école maternelle de grande qualité, animée par des enseignants très compétents. Nous savons clairement que la scolarisation précoce est d'une grande efficacité dans la prévention et la lutte contre les échecs scolaires par la préparation à l'acquisition des savoirs fondamentaux et la maîtrise de la langue.

La proposition de la commission Thelot, d'avancer l'âge de l'obligation scolaire à 5 ans serait un progrès si dans un même temps les missions de l'école maternelle étaient réaffirmées et l'utilité sociale d'une scolarisation précoce reconnue. Mais ce n'est pas le cas, c'est même tout le contraire !

Cette proposition en réalité menace sérieusement l'école maternelle. Depuis plus 3 ans, le gouvernement n'a cessé de supprimer des heures d'enseignement, des postes d'enseignants et de retarder la scolarisation des plus jeunes.

Certains pédiatres, appelés en appui, ont même tenté de faire croire que la scolarisation précoce produisait des enfants violents, voire délinquants. A Paris, cette politique nous conduit à accuser un retard considérable, puisque seulement 4% des enfants de moins de 3 ans sont scolarisés, contre 35% en moyenne nationale.

Voilà bien l'idée que le rapport Thelot vient valider en y apportant sa caution intellectuelle: l'indispensable commence à 5ans. Et avant... à charge pour les collectivités locales d'organiser la pré-scolarisation, la garderie d'enfants, selon ses besoins, selon ses moyens, bien entendu.

C'est une nouvelle version de la décentralisation selon Jean-Pierre Raffarin qui n'est en fait qu'une privatisation déguisée, qui creuse toujours un peu plus la fracture scolaire et donc aggrave les risques d'inégalités sociales.

Et « l'indispensable » s'arrête toujours à 16 ans. Vient alors le temps des « partenaires ». Le « statut rémunéré pour les lycéens » de l'enseignement professionnel, s'il était mis en œuvre, non seulement découragerait d'abord les jeunes - en particulier des milieux défavorisés - de tenter les filières générales pour un gain immédiat, mais constituerait une nouvelle victoire pour le secteur marchand dans sa conquête résolue du secteur de l'éducation.

La voie professionnelle doit être revalorisée, mais cela passe par une exigence des formations afin d'offrir et garantir des perspectives de poursuite d'études dans l'enseignement supérieur.

Plutôt que de créer un « SMIC lycéen professionnel », il serait temps de mettre en place de vraies bourses d'études qui permettent, aux enfants de milieux modestes qui le souhaitent, de s'engager dans des études longues.

Le « socle des indispensables », ouvre grandes les portes de l'école à plusieurs vitesses, de l'école à la carte, confortant ainsi le consumérisme éducatif dans ses stratégies de conquête.

Les inégalités scolaires se nouent dès les premières années de la vie, avec la massification de l'éducation, elles sont aussi visibles plus tard.

C'est pourquoi il apparaît plus que jamais nécessaire – à rebours des préconisations de ce rapport, de porter notre effort, dès le plus jeune âge et tout au long de la scolarité, en assumant les objectifs démocratiques que nous nous sommes fixés, il y a 20 ans, de faire accéder 80% d'une classe d'âge au baccalauréat.

En 10 ans, entre le début des années 80 et le début des années 90, la proportion de

bacheliers a été multipliée par deux. Ce phénomène est sans équivalent dans l'histoire de notre pays. Il doit nous servir de repère, y compris pour réduire les inégalités nouvelles qu'il a pu engendrer ou différer.

Il faut également prendre à bras le corps la question de l'échec scolaire à l'université. Le cinquième d'une génération quitte l'enseignement supérieur avec un diplôme de niveau égal ou supérieur à la licence. C'est notoirement insuffisamment. Mais, évidemment, de cette question essentielle le rapport Thélot ne dit rien. Nous avons besoin d'une « nouvelle frontière » éducative. De même qu'il faut rompre avec la logique du « baccalauréat des riches » face au « baccalauréat des pauvres », il faut enfin se fixer des objectifs ambitieux en matière de réussite à l'université.

Notre système éducatif souffre d'une profonde crise de confiance. Malheureusement, le message subliminal du rapport Thélot sera reçu cinq sur cinq par les familles : l'école doit réduire son périmètre, pour le reste à chacun de mettre en œuvre sa propre conduite pour la réussite scolaire de ses enfants, en fonction de ses besoins et de ses moyens.

Il est de ce fait en grande cohérence avec la politique menée depuis 3 années, qui a creusé les inégalités, découragé les enseignants, fait entrer l'école un peu plus dans le droit commun des services ouverts à la concurrence, tel que les souhaite l'Organisation Mondiale du Commerce.

Face à l'obsession qui anime les libéraux de réduire l'école à une peau de chagrin, la gauche doit construire une alternative, en se défaisant de ses vieilles querelles, et en replaçant l'égalité d'accès et l'égalité des chances, au cœur de son projet éducatif.

L'école doit retrouver sa capacité d'intégration, être véritablement une référence pour les familles, jouer son rôle d'ascenseur social pour les citoyens en devenir que sont les élèves à qui l'on doit réaffirmer, pour tous, le droit à leur propre réussite.

ACTUALITE SOCIALE

Emploi et revenus ont subi le ralentissement de la croissance en 2003

Eh oui, même les chiffres officiels le disent. Il n'y a pas que Résistance Sociale qui constate que l'emploi fout le camp et que le pouvoir d'achat diminue.

En 2003, l'emploi total a reculé pour la première fois depuis 10 ans en France et le pouvoir d'achat des ménages n'a augmenté que de 0,3%, soit la plus faible hausse depuis 1996, selon l'édition 2004 de "France, portrait social", publiée le 18 11 par l'Insee.

La France a perdu en 2003 près de 80.000 emplois, principalement dans l'industrie Il faut remonter à 1993 pour retrouver une diminution de l'emploi total plus importante (-200.000).

Le taux de chômage a progressé de 0,6% entre fin 2002 et fin 2003 et s'est établi à 9,9% de la population active en juin 2004.

Parallèlement, le pouvoir d'achat des ménages n'augmente que de 0,3% en 2003, soit la plus faible hausse observée depuis 1996 et une diminution de 2% par rapport à 2002 (+2,3%). Le revenu disponible brut des ménages ne progresse que de 2,3% en 2003, après trois années de croissance supérieure à 4%.

D'après ce rapport, cette moindre augmentation s'explique par des hausses de salaires modérées, avec +2,1% en 2003 contre +3,6% en 2002, alors que les impôts et cotisations à la charge des ménages progressent fortement (+3,6% contre +1,6% en 2002). La hausse des prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature a ralenti légèrement: +4,4% contre +4,9% en 2002.

L'Insee a dressé un bilan de l'impact sur le niveau de vie des réformes du système de redistribution menées de 2000 à 2003 (réforme des aides au logement, réduction de l'impôt sur le revenu, instauration de la prime pour l'emploi).

Ces réformes sont plus favorables aux couches modestes (gain de niveau de vie de 3,2% pour les 20% de revenus les plus modestes) et aisées (+2,4% pour les 20% de revenus les plus élevés). L'augmentation est plus faible pour les "classes intermédiaires" (+1,7%).

L'analyse des indices de prix à la consommation par catégorie montre que le budget dépenses (panier de biens selon l'Insee) des 10% de ménages les plus modestes (+0,13% par an par rapport à l'indice d'ensemble) augmente un peu plus vite que celui des 10% de ménages les plus aisés (-0,08% par an par rapport à l'indice d'ensemble), de 1998 à 2004.

Les bras m'en tombent

Vive l'Europe !

Par Lucien JALLAMION

Notre cher baron Ernest Antoine Seillière estime qu'en France, on devrait pouvoir faire travailler les salariés, « dans le cadre d'un accord d'entreprise jusqu'à 48 heures hebdomadaires, conformément à la limite moyenne fixée par l'Union européenne.

« La limite de travailler plus pour gagner plus est, pour nous, clairement posée par une directive européenne qui dit « 48 heures par semaine. C'est pour nous la limite du travail en entreprise en Europe. C'est le cadrage social tel que nous pensons qu'il devrait exister dans de nombreux domaines », dit ainsi le patron du MEDEF faisant allusion à une directive européenne de novembre 1993.

Et après cela, certains voudraient encore nous faire croire que l'Europe sociale est en marche ...

COUP DE GUEULE

Le « REJET DE CHIRAC », le « MALAISE SOCIAL » sont-ils de MAUVAISES RAISONS de voter NON ?

Par Claude CHAILLE

Dans son éditorial de Libération du 30 / 31 octobre P Sabatier écrit : « le rejet de Chirac », « l'exploitation politique du malaise social », sont 2 raisons qui « n'ont rien à voir avec la Constitution ». L'objectif de l'éditorial est double :

- Convaincre qu'on peut être contre la politique sociale de Chirac et néanmoins voter OUI
- Minimiser une éventuelle victoire du NON : les Français n'auraient rien compris, seraient hors sujet. Donc on pourrait revoter, voire, comme le propose Cohn Bendit, trouver des arguties pour ne pas tenir compte du vote des Français ou autres peuples ayant « mal voté ».

Notons que certains socialistes qui critiquent avec la plus extrême dureté tout ce que fait Raffarin pour tenter de convaincre qu'ils sont vraiment « de gauche », et appellent néanmoins à voter oui, utilisent le même stratagème : la politique de Chirac – Raffarin serait le mal absolu (ils sont si à gauche qu'on se demande comment ils ont pu rester au PS du temps de Jospin et de sa gauche plurielle !) mais l'Europe « n'a rien à voir ». Donc braves socialistes sincèrement de gauche et gens de gauche votez oui et... on s'occupera du reste.

Mais qu'est-ce qui crée le « rejet » de Chirac et des gouvernements au pouvoir dans toute l'Europe ? C'est l'application des traités de Maastricht, Amsterdam, Nice qui ont entraîné désindustrialisation, perte de pouvoir d'achat, diminution de la protection sociale, flexibilité, remise en cause du code du travail, travail de nuit des femmes, ... alors qu'on nous avait promis qu'en votant le traité de Maastricht tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Pour la 1^{ère} fois depuis longtemps personne ne pense que ses enfants vivront mieux que lui. Les jeunes sont convaincus qu'ils vont galérer toute leur vie, que la retraite n'existera plus lorsqu'ils en auront l'âge.

En France 80 % des lois sont la transposition des directives européennes.. On ne peut donc dissocier l'Europe du rejet des gouvernements qui la soutiennent.

Ils sont solidairement responsables dans ce désastre social. Jospin en a d'ailleurs fait l'expérience : le jour où, reniant ses promesses électorales, il a signé le traité d'Amsterdam et abandonné Vilvorde à son triste sort, il a signé sa défaite.

Ce Traité Constitutionnel est élaboré pour le plus grand profit des fonds de pension et des multinationales. Il est incompatible non seulement avec tout progrès social mais même avec le maintien du niveau actuel. Nous constatons tous les jours que l'harmonisation sociale se fait et continuera de se faire par le bas :

- Pour être « compétitif » la fiscalité des entreprises doit baisser. En outre on doit augmenter les subventions, zones franches....
- Pour éviter les délocalisations et être « compétitif » par rapport à la Pologne ou la Chine, il faut baisser le coût du travail, donc les salaires et notamment les cotisations sociales des entreprises privées, cotisations jugées insupportables, freinant l'emploi...
- Les déficits de l'Etat et de la protection sociale étant ainsi créés, pour rester dans le Pacte de stabilité, il faut « diminuer le coût de l'Etat », donc diminuer le nombre et le salaire des fonctionnaires.

Qu'on soit du public ou du privé, la conclusion est la même : si le traité constitutionnel est ratifié, l'harmonisation continuera de se faire vers le bas. C'est inéluctable !

N'en déplaise à Libé, aux socialistes favorables au oui, et à beaucoup d'autres, le « rejet de Chirac », le « malaise social » sont indissolublement liés à l'Europe de Bruxelles. La défense des salariés, le progrès social en France et en Europe passe par le NON à ce traité Constitutionnel.

Le bulletin Résistance Sociale
est une publication de RESO
Association loi 1901

Siège social :

57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS

Pour nous écrire :

5 place Georges Brassens
78260 ACHERES

Tel : 01 48 06 34 97

Portable : 06 74 79 05 10

Présidente de RESO et directrice de
la publication : Marinette BACHE

Commission paritaire en cours

NOM PR ENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

j'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RESO 5 place Georges Brassens 78260 ACHERES (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)